

**M. Murta:** Merci. Comme il faut six à huit jours pour qu'une lettre parcoure 40 ou 50 milles, le ministre pourrait-il ordonner à ses fonctionnaires de Winnipeg d'étudier cette très importante question?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Cette question est irrecevable sous cette forme.

\* \* \*

#### AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

##### LE RELÈVEMENT DES PENSIONS—DEMANDE DE RENVOI DE LA QUESTION AU COMITÉ

**M. William Knowles (Norfolk-Haldimand):** Monsieur l'Orateur, je destinais ma question au ministre des Affaires des anciens combattants mais, en son absence, je l'adresse à son secrétaire parlementaire. Etant donné que le ministre s'est engagé à étudier le relèvement des taux de base des pensions d'invalidité, pourrait-il s'engager à saisir immédiatement de cette étude le comité permanent des affaires des anciens combattants en lui demandant de présenter des recommandations à la Chambre dans les meilleurs délais?

**M. Lloyd Francis (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants):** Monsieur l'Orateur, je serais heureux de transmettre cette question au ministre qui y répondra en temps utile.

\* \* \*

#### LES GRAINS

##### LA MISE EN SERVICE DES WAGONS-TRÉMIES COMMANDÉS PAR LE GOUVERNEMENT—L'ACHAT D'AUTRES TYPES DE WAGONS

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Le gouvernement ayant annoncé qu'il avait fait l'acquisition de 2,000 wagons-trémies, la Commission se propose-t-elle d'affecter la plupart de ces wagons à des trains-blocs destinés aux élévateurs terminaux de l'intérieur, ou bien seraient-ils utilisés pour le transport des grains vers des points d'embarquement déterminés?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, aucune restriction ne sera faite à l'emploi de ces wagons par la Commission, d'accord avec les chemins de fer. Je m'attendrais qu'ils desservent plutôt les points d'embarquement que les centres de l'intérieur, mais cela n'a rien d'exclusif.

**M. Benjamin:** Puis-je adresser une autre question au premier ministre? Vu la pénurie chronique de matériel roulant pour transporter non seulement les grains, mais également les autres produits, et à la suite de l'annonce selon laquelle le gouvernement se proposait de faire l'acquisition de 2,000 wagons-trémies, ce dernier envisage-t-il d'acheter des wagons frigorifiques pour le transport des pommes de terre des Maritimes ainsi que des wagons

[M. l'Orateur.]

pour le transport du bétail dans l'Ouest du Canada, pour pallier l'incapacité des chemins de fer à assumer leurs responsabilités?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Sans souscrire aux prémisses de la question, monsieur l'Orateur, je répondrai que non.

\* \* \*

#### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

##### LES PROPOS DU PRÉSIDENT DE LA McCAIN FOODS LTD.

**L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Est-il en mesure de confirmer la déclaration de M. McCain, président du conseil d'administration de McCain Foods Ltd., à Florenceville, dans le comté de Carleton au Nouveau-Brunswick, comme en fait foi l'*Observer* de Hartland, dans son édition du 25 mai?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable représentant de m'avoir donné préavis de la question. Je n'ai malheureusement pu mettre la main sur un exemplaire de ce journal. Peut-être pourrais-je faire quelques observations à ce propos si j'en obtenais un.

**L'hon. M. Flemming:** Le ministre voudra-t-il donner à la Chambre l'assurance qu'il fera une déclaration à ce propos si je lui fais parvenir copie de l'article en question?

\* \* \*

#### LE BILINGUISME

##### L'AFFAIRE THORSON—LA REPRÉSENTATION DU GOUVERNEMENT

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Comme la cause Thorson, présentée par un ex-juge de la cour de l'Échiquier serait entendue en ce qui concerne la constitutionnalité de la loi sur les langues officielles, le gouvernement du Canada examine-t-il sa position et un avocat sera-t-il nommé pour exposer la question constitutionnelle afin que la position du gouvernement soit présentée à l'audience?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, je devrai considérer si une autre démarche de notre part est nécessaire mais je ne le crois pas.

**M. Woolliams:** Comme le ministre de la Justice a indiqué son intention d'examiner ce sujet, en fera-t-il alors de nouveau rapport à la Chambre?

**L'hon. M. Lang:** Oui, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

#### LA FÊTE NATIONALE

##### LES FESTIVITÉS PRÉVUES POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET

**M. l'Orateur:** Le député de Hamilton-Wentworth a la parole.